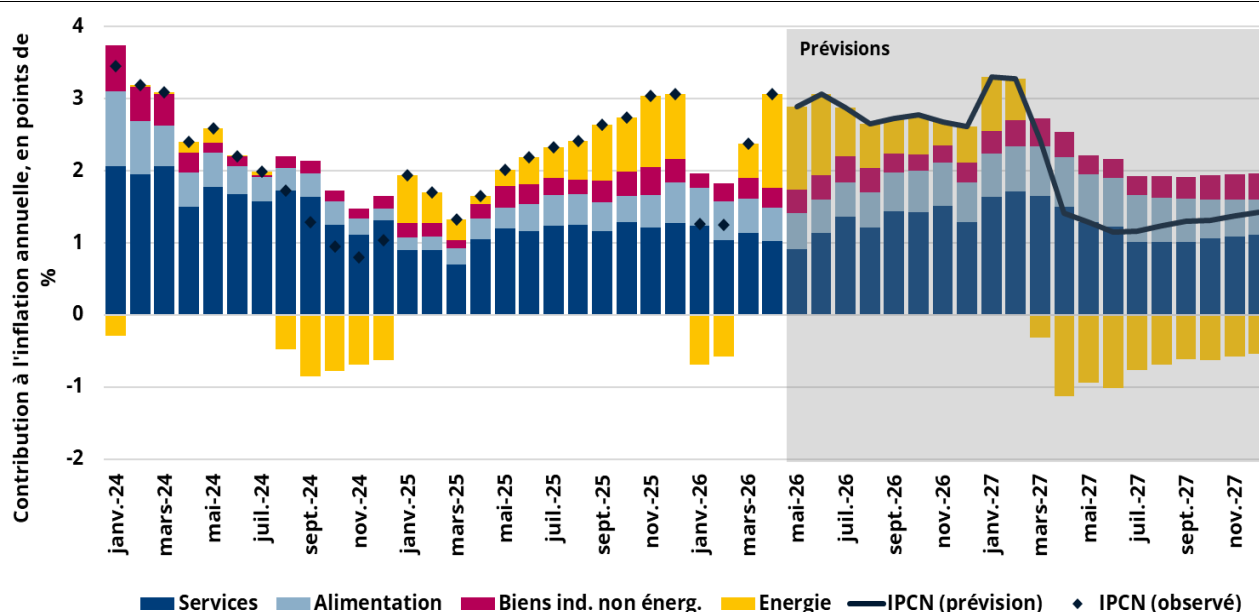


Prévisions d'inflation

2.5% EN 2026, VOIRE 4% EN CAS DE CONFLIT PROLONGÉ AU MOYEN-ORIENT

Après un début d'année marqué par un reflux de l'inflation, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont ravivé les pressions sur les prix de l'énergie et assombri les perspectives économiques. Les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, voie stratégique pour le commerce mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié, ont accru la volatilité sur les marchés de l'énergie et entraîné une hausse marquée des prix des carburants à l'échelle mondiale. En supposant que le conflit reste limité dans le temps, l'inflation au Luxembourg atteindrait 2.5% en 2026, sous l'effet d'un net rebond de l'inflation énergétique. Celle-ci redeviendrait négative en 2027, tandis que les effets de second tour – notamment via les prix alimentaires – continueraient de se renforcer, portant l'inflation à 1.7% en 2027. Le déclenchement de la prochaine tranche indiciaire est attendu ce mois-ci, et serait suivi d'une nouvelle tranche au 2^e trimestre 2027. Au regard des fortes incertitudes entourant l'environnement international, les évolutions pourraient toutefois s'inscrire dans un éventail large, compris entre les différents scénarios du STATEC.

TAUX D'INFLATION ANNUEL ET CONTRIBUTIONS



Source : STATEC (prévisions du 06/05/2026)

L'environnement international marqué par l'incertitude

L'environnement économique international s'est nettement dégradé au cours des dernières semaines, sous l'effet de l'éclatement de la guerre en Iran. Cette nouvelle montée des tensions géopolitiques a ravivé l'incertitude et pesé sur les marchés de l'énergie et des matières premières. Les risques se concentrent en particulier autour du détroit d'Ormuz, point de passage stratégique pour une part importante du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel liquéfié. Les perturbations du trafic maritime, la hausse des risques opérationnels dans la région et l'augmentation des coûts d'assurance ont entraîné une volatilité accrue sur les marchés internationaux de l'énergie. Les flux à travers le détroit ont été fortement perturbés depuis fin février 2026, avec une réduction de ceux-ci estimée à environ un septième de l'approvisionnement mondial en pétrole sur la période. Au Luxembourg, ces tensions se répercutent, à ce stade, principalement sur les produits énergétiques, en particulier le diesel et ses dérivés¹. Entre janvier et avril, les prix du mazout de chauffage et du diesel ont fortement augmenté, de respectivement 78% et 45%, contribuant à un net rebond de l'inflation, qui dépasse à nouveau 3% en avril.

Le choc géopolitique actuel ravive ainsi les tensions inflationnistes, mais son ampleur resterait nettement inférieure à celle observée en 2022, selon les scénarios présentés ci-dessous. Lors de l'invasion russe de l'Ukraine, le choc énergétique était venu amplifier une dynamique inflationniste déjà bien installée, expliquée par un contexte marqué par de fortes contraintes d'offre et des tensions persistantes sur les chaînes d'approvisionnement, encore affectées par les mesures sanitaires en vigueur dans plusieurs pays. Aujourd'hui, l'impact du choc énergétique se concentre principalement sur les carburants, tandis que les répercussions sur le gaz demeurent nettement plus limitées. Cela réduit, à ce stade, le risque d'un emballement inflationniste comparable à celui observé en 2022.

PREVISIONS SELON DES HYPOTHESES ALTERNATIVES

	Prévisions						
	Scénario central			Scénario bas		Scénario haut	
	2025	2026	2027	2026	2027	2026	2027
Variation annuelle en %, sauf mention contraire							
Inflation (IPCN)	2.3	2.5	1.7	2.3	1.4	4.0	2.4
Services	2.4	2.7	2.9	2.7	2.8	3.2	3.6
Alimentation	2.0	2.9	3.3	2.9	3.3	3.1	4.5
Biens ind. non éner.	0.8	1.0	1.1	1.0	1.1	1.4	1.7
Energie	7.7	6.6	-6.6	3.5	-10.1	22.4	-7.1
Produits pétroliers*	1.8	12.4	-7.8	8.1	-11.7	33.7	-10.9
Cote d'application	1.7	2.3	2.7	2.3	2.1	3.2	4.0
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	960	982	1009	982	1003	990	1030
Prix de l'électricité (EUR/MWh)**	282	255	246	255	242	255	269
Prix du gaz (EUR/MWh)**	96	91	94	86	78	103	106
Prix du Brent (USD/baril)	69	90	70	84	63	125	86
Taux de change USD/EUR	1.13	1.16	1.18	1.16	1.18	1.17	1.18
Indexation des salaires	avr.-25	T2 2026	T2 2027	T2 2026	T3 2027	T2 2026	T3 2027
						T3 2026	

Source : STATEC (prévisions du 06/05/2026)

* Ces prévisions intègrent une majoration de la taxe CO₂ de 5 EUR / tCO₂e en 2026 et 2027.

** Prix moyens TTC pour un client résidentiel au Luxembourg avec une consommation annuelle de 2 426 m³ de gaz et 3 901 kWh d'électricité. Ces prix sont calculés en supposant pour l'électricité (à partir des hypothèses du Ministère de l'Économie) un retour de la contribution au mécanisme de compensation à -0.001 EUR / kWh pour 2026 et 2027 ainsi qu'une baisse des tarifs d'utilisation du réseau d'environ 35% en 2026 par rapport à 2025.

¹ Le diesel et ses dérivés restent nettement plus chers que l'essence, en raison de tensions structurelles sur l'offre, d'une concurrence mondiale accrue pour des volumes limités et du rôle central du diesel dans le secteur des transports. L'instabilité géopolitique, notamment le conflit en Iran, a renforcé ces déséquilibres. En Europe, les capacités de raffinage ainsi que la qualité du brut disponible ne correspondent pas pleinement à une demande régionale largement orientée vers le diesel, ce qui accentue la dépendance aux importations de ce type de carburant.

Dans le scénario central de la prévision actuelle du STATEC, fondé sur les projections d'Oxford Economics d'avril 2026, un cessez-le-feu permettrait d'éviter une escalade majeure, même si le retour à la normale ne se ferait que progressivement. Dans ce contexte, le prix du Brent atteindrait en moyenne 113 USD par baril au 2^e trimestre 2026, avant de refluer vers 80 USD/baril d'ici la fin de l'année. Cette hausse temporaire des prix de l'énergie, conjuguée au renchérissement de plusieurs matières premières observé depuis le début du conflit en Iran, notamment les intrants agricoles, dont les engrais azotés, porterait l'inflation de la zone euro à 3.3% au 2^e trimestre 2026, soit moins d'un tiers du pic atteint en 2022. L'ampleur du choc resterait ainsi nettement plus contenue que lors du précédent épisode inflationniste. Le prix moyen du Brent observé en avril était proche de la moyenne attendue pour le 2^e trimestre, ce qui conforte cette trajectoire. Une issue favorable aux négociations entamées depuis le cessez-le-feu du 8 avril pourrait conduire à des prix inférieurs, tandis qu'un échec des pourparlers entraînerait une nouvelle escalade – deux configurations explorées dans les scénarios alternatifs.

Au Luxembourg, l'impact du choc se manifesterait d'abord au travers de l'inflation des produits pétroliers, dont les prix progresseraient de 12.4% en 2026. L'inflation énergétique atteindrait ainsi 6.6% la même année, avant d'enregistrer un repli d'ampleur comparable en 2027, à mesure que les prix de l'énergie se normaliseraient avec le redressement graduel du trafic dans le détroit d'Ormuz. Des effets de second tour apparaîtraient ensuite progressivement à partir de la fin de 2026, notamment sur les prix alimentaires. La forte dépendance aux engrais transitant par le détroit d'Ormuz joue un rôle particulier dans cette transmission. Depuis le début du conflit, les prix de l'urée granulaire ont progressé d'environ 50% et ceux de l'ammoniac d'à peu près 20%. Ce renchérissement s'explique principalement par la hausse du prix du gaz naturel, principal intrant dans la production d'engrais azotés. Combinée à la saison de plantation en cours dans l'Hémisphère Nord, cette augmentation des coûts des intrants agricoles se transmettrait aux prix alimentaires avec un décalage estimé de 6 à 12 mois, contribuant à la persistance de l'inflation alimentaire en 2027. Ainsi, l'inflation alimentaire atteindrait 2.9% en 2026 et 3.3% en 2027. Enfin, des effets plus diffus concerneraient les services et les biens industriels non énergétiques, dont les taux d'inflation progresseraient modérément, respectivement de 2.7% à 2.9% et de 1.0% à 1.1% en 2026 et 2027. Dans l'ensemble, l'inflation au Luxembourg s'établirait à 2.5% en 2026 avant de refluer à 1.7% en 2027.

Selon ces prévisions, qui constituent le scénario central du STATEC, la prochaine indexation des salaires interviendrait en juin (après déclenchement en mai), suivie d'une nouvelle tranche au 2^e trimestre 2027. Ce calendrier avance d'un trimestre la seconde tranche par rapport aux prévisions de février 2026 (qui anticipaient une seconde tranche au 3^e trimestre 2027).

Entre escalade et désescalade : quels risques pour l'inflation ?

Au regard d'un niveau d'incertitude particulièrement élevé, le scénario central est assorti de deux scénarios alternatifs, principalement axés sur des trajectoires divergentes du cours du Brent. Tandis que le scénario bas correspond à un scénario technique reposant uniquement sur des écarts de prix de l'énergie, le scénario haut constitue un scénario macroéconomique exhaustif de conflit prolongé, intégrant des effets de second tour à l'échelle de l'ensemble de l'économie.

Dans ce scénario haut, caractérisé par une intensification et une prolongation du conflit, les tensions sur les marchés énergétiques atteindraient un niveau nettement plus élevé que dans le scénario central. La fermeture effective du détroit d'Ormuz se prolongerait sur environ six mois, accompagnée de perturbations accrues sur d'autres routes maritimes et de dommages plus importants aux infrastructures énergétiques. Dans ce contexte, les prix de l'énergie resteraient durablement élevés, la fermeture du détroit d'Ormuz faisant chuter les stocks mondiaux en dessous des niveaux critiques². Le Brent atteindrait, en moyenne, 190 USD/baril en août 2026 et se maintiendrait au-dessus de 150 USD/baril pendant près de quatre mois. Quant à eux, les prix du gaz suivraient une dynamique similaire, amplifiant le choc énergétique et déclenchant alors une contraction synchrone de l'activité mondiale : moins sévère que celle liée à la pandémie ou à la crise financière mondiale, mais quasi simultanée et plus marquée que tout autre ralentissement global observé au cours des quarante dernières années. Dans la zone euro, cette situation se traduirait par une nette remontée de l'inflation, qui atteindrait 6.6% au 3^e trimestre de 2026, soit un niveau proche

² Compte tenu de l'ampleur du choc d'offre associé à la fermeture du détroit d'Ormuz, les stocks mondiaux pourraient atteindre des niveaux opérationnels critiques en l'espace de quelques semaines, typiquement de l'ordre d'un mois, malgré l'existence de réserves stratégiques équivalentes à environ 90 jours d'importations dans les pays de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

des pics observés en 2022. Comme les pressions sur les chaînes d'approvisionnement s'étendraient au-delà du seul secteur énergétique, des hausses de coûts plus généralisées se manifestent et alimentent des tensions inflationnistes plus larges.

Dans ce scénario haut, l'impact sur l'inflation au Luxembourg serait nettement plus marqué et plus persistant. La forte hausse des prix du pétrole se transmettrait en premier lieu à la composante énergétique, dont les prix progresseraient de manière soutenue en 2026 (+22.4%), avant d'enregistrer un effet de correction en 2027 (-7.1%) à mesure que les cours se replient. Ce choc initial se diffuserait ensuite progressivement au reste de l'économie. Ainsi, les effets de second tour apparaîtraient d'abord sur les prix alimentaires à partir du dernier trimestre de 2026, sous l'effet combiné du renchérissement des intrants énergétiques, des engrais et des coûts de transport, pour atteindre un pic au 2^e trimestre de 2027. L'inflation alimentaire s'établirait ainsi à 3.1% en 2026 et 4.5% en 2027. Parallèlement, les prix des services enregistreraient une accélération plus marquée, avec une inflation atteignant 3.6% en 2027, tandis que celle des biens industriels non énergétiques progresserait de 1.7%.

L'inflation globale s'élèverait ainsi à environ 4.0% en 2026 avant de refluer à 2.4% en 2027. La forte hausse des prix des produits pétroliers au 3^e trimestre de 2026 entraînerait le déclenchement d'une tranche indiciaire supplémentaire au 3^e trimestre de cette même année. Par la suite, bien que le repli des prix de l'énergie exercerait un effet modérateur, celui-ci serait en partie compensé par la montée en puissance des effets de second tour, notamment via les prix alimentaires et des services. Dans ce contexte, ces pressions resteraient suffisantes pour maintenir une dynamique inflationniste compatible avec le déclenchement d'une nouvelle tranche indiciaire au 3^e trimestre 2027.

Le scénario bas repose sur une détente plus rapide et plus prononcée des prix de l'énergie. Le prix du Brent refluerait vers 65 USD/baril au 4^e trimestre de 2026, avant de se rapprocher de 60 USD tout au long de l'année 2027. Les prix du gaz poursuivraient également leur tendance baissière observée avant le déclenchement du conflit, avec une diminution d'environ 10% en 2026 (contre -6% dans le scénario central et +7% dans le scénario haut), suivie d'une nouvelle baisse de 9% en 2027 (contre +3% dans le scénario central et le scénario haut). Dans ce contexte, les pressions énergétiques seraient nettement plus limitées. L'inflation énergétique s'établirait ainsi à 3.5% en 2026, avant de reculer fortement en 2027 (-10%), sous l'effet du repli marqué des prix du pétrole et du gaz.

La transmission au reste de l'économie demeurerait plus contenue que dans le scénario central, les effets de second tour restant limités tant sur les prix alimentaires que sur les autres composantes de l'inflation. L'inflation globale atteindrait ainsi 2.3% en 2026 avant de refluer à 1.4% en 2027, passant ainsi sous le seuil compatible avec la stabilité des prix. Dans ce scénario, le calendrier des tranches indiciaires resterait inchangé en 2026 par rapport au scénario central, tandis que la tranche suivante interviendrait au 3^e trimestre de 2027, soit un trimestre plus tard que dans le scénario central.

Au regard des fortes incertitudes entourant l'environnement international, les perspectives demeurent particulièrement fragiles et sujettes à des évolutions rapides. Dans un contexte marqué par une forte dépendance aux développements géopolitiques, des changements brusques de situation – qu'il s'agisse d'une escalade ou, à l'inverse, d'une désescalade – pourraient modifier sensiblement les trajectoires décrites. Les évolutions pourraient dès lors s'inscrire dans un éventail large, compris entre le scénario central et le scénario haut du STATEC, voire s'en écarter temporairement en fonction de la rapidité de l'ajustement des marchés de l'énergie et des réactions des acteurs économiques.

Pour en savoir plus

Bureau de presse | ☎ +352 247-88455 | ✉ press@statec.etat.lu
statistiques.lu

Cette publication a été réalisée par **Jill Schaul et Gabriel Gomes**.

Le STATEC tient à remercier tous les collaborateurs qui ont contribué à la réalisation de cette parution.

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! [Inscrivez-vous à notre newsletter](#)

